

des Indiens à la Chambre alors que les Indiens connaissent mieux leurs propres difficultés que tout autre groupe au Canada.

M. Benidickson: Monsieur le président, je veux seulement signaler certains besoins communs à la population de nos régions où, le ministre le sait, l'élément indien est assez important. Nous comptons quatre pensionnats indiens assez considérables, et chacun d'eux a dû être agrandi. Sans doute M^{me} le ministre se réjouira-t-elle d'apprendre que je lui destine aujourd'hui plus de roses que d'épines. Les progrès que son ministère a rendus possibles cette dernière année nous paraissent très appréciables. J'ai visité récemment l'école de McIntosh, si magnifiquement agrandie. Le personnel se félicite des installations. L'école offre une bonne formation pratique en économie ménagère, en ébénisterie et que sais-je encore, et elle n'a pas son pareil dans le reste du pays.

Je voudrais rappeler au ministre que dans les secteurs de Sioux-Lookout et de Dryden, il y a encore bon nombre d'enfants indiens qui vivent dans le Nord et qui n'ont pas de place dans aucune de nos écoles. Les écoles sont toutes pleines à craquer. Aucune des deux localités ne demande l'établissement d'une école. Donc, j'estime que lorsqu'on me signale ce besoin on ne se fonde pas sur un enthousiasme local suscité par la valeur commerciale que la construction d'un édifice ou d'une école représenterait pour la collectivité. J'ai écrit récemment là-dessus. Je crois que la question avait été soulevée durant le débat l'an dernier et qu'on avait alors promis une enquête. Peut-être le ministre a-t-il un rapport à faire à cet égard.

J'aimerais ajouter une autre considération relative à l'instruction. J'ai récemment écrit au ministre pour signaler que la tendance qui remonte déjà à plusieurs années et qui a pour objet d'augmenter le nombre des externats afin d'éviter le démembrement des familles est à mon avis une entreprise de grande valeur. J'ai mentionné une école qui semble dotée d'un personnel susceptible de donner une bonne formation dans les arts pratiques et de développer le talent des filles pour l'économie domestique et celui des garçons pour le travail du bois et la mécanique. Je crois que ces services existent dans nos quatre pensionnats. Je sais qu'il est difficile de trouver le personnel voulu, mais il me semblerait malheureux qu'en mettant en pratique le système des externats, nous nous donnions des écoles qui pourraient se charger de pareils cours et ne le font pas. Je crois que ces services devraient se trouver partout où c'est possible.

Un bon exemple se trouve à la baie Whitefish. Le ministre connaît notre région puisqu'il y a été accueilli. La baie Whitefish est située à mi-chemin entre Fort Francis et Kenora. L'industrie touristique a occasionné l'ouverture de 200 camps brevetés dans ce secteur, et je ne connais pas de bande indienne qui ait de plus nombreux ni de plus agréables relations sociales avec notre race blanche que la bande qui réside en cette région.

On sait combien les guides, en particulier, fraternisent avec leurs clients et quelles amicales relations s'établissent entre eux. Pour la plupart, leurs clients viennent des États-Unis. Bon nombre d'entre eux sont des gens d'affaires et autres domaines, et sont de professions très diverses. Cette activité est un bienfait pour tous les gens de la région. Les visiteurs américains aiment beaucoup les Indiens et les traitent exceptionnellement bien. Toutefois, l'école régionale n'offre pas de formation pratique. Les Indiens ne pourront pas cultiver leur si précieuse sociabilité par la pratique de métiers techniques et autres bons emplois si l'externat ne leur apprend qu'à lire et à écrire. J'estimerai malheureux que ces familles d'Indiens doivent se séparer pour que certains de leurs enfants puissent aller au pensionnat acquérir quelque compétence pratique.

Je suis enchanté des progrès accomplis ces douze derniers mois sur le plan économique. Je sais que ces progrès sont le fruit d'un programme à long terme mis en activité sous l'égide de l'honorable député de Bonavista-Twillingate, de l'ancien ministre, M. Harris, et du ministre actuel. Sans doute le ministre actuel reconnaîtra-t-il qu'il est agréable de constater du progrès dans ce domaine. Il est difficile d'engager le personnel compétent nécessaire pour surveiller certains de ces aspects industriels. Je sais qu'au lac Seul, depuis quelque deux ans, on a créé des droits surveillés pour la coupe du bois dans la réserve même durant l'hiver. Nous avons ainsi fourni du travail à pas moins de 60 Indiens, qui au lieu de travailler pour des gens de l'extérieur, travaillent dans la réserve sous les ordres de leur surveillant. Les résultats ont été très heureux. Vu que cette initiative s'est révélée fructueuse et économique, j'ai le plaisir de constater que le ministère a décidé de ne pas ouvrir la région aux soumissions des entrepreneurs blancs, car ces derniers seraient tout simplement les employeurs des Indiens sur leurs propres terres.

Je sais que des scieries financées par le ministère sont installées dans ces régions et que le coût en est prévu dans les crédits comme ceux que nous sommes invités à autoriser aujourd'hui. Je voudrais obtenir plus de renseignements sur l'utilisation de la caisse de